

---

**Les Petites et Moyennes Entreprises en Algérie :  
Quelles contributions dans l'économie nationale ?**

**Small and Medium Enterprises in Algeria:  
What contributions to the national economy?**

Dr: Nassima BOURI ZERHOUNI <sup>1</sup>

<sup>1</sup> FSEGC, Université d'Oran2 –Algérie, [nassimabouri@rocketmail.com](mailto:nassimabouri@rocketmail.com)

**Reçu:** 21/ 12/ 2017

**Accepté:** 19/ 12/ 2019

---

**Abstract**

The SMEs is the backbone of economic growth, it exists in Algeria as in other countries as an essential component of the economy. It has justified its revival and its power as a tool for the permanent renewal of the economic fabric and local industrial development, as well as a core of productive networks built around large companies. Sector plays a very important role in Algeria, in several fields, consolidating the relations between the various industrial, agricultural and service activities, increasing the volume of investment, and production on the one hand, and absorbing the unemployment rate , And poverty on the other hand. The position of the Algerian SME should then be placed in a macroeconomic context through the analysis of some

---

**Auteur correspondant:** Nassima Bouri Zerhouni

**Email:** [nassimabouri@rocketmail.com](mailto:nassimabouri@rocketmail.com)

vulnerable indicators (Employment, VA and GDP). This work presents the contribution of the Algerian SME in the national economy according to the macroeconomic indicators.

**Key words:**

Algerian SMEs, sector of activity, Employment, value added, gross domestic product.

**Résumé**

La PME constitue le support de la croissance économique, elle existe en Algérie comme dans d'autres pays comme une composante essentielle de l'économie. Elle a justifié sa relance et sa puissance, comme un outil de renouvellement permanent du tissu économique et du développement industriel local, ainsi comme un noyau centre des réseaux productifs constitués autour de grandes entreprises. Ce secteur joue un rôle très important en Algérie, dans plusieurs domaines, en consolidant les relations entre les différentes activités industrielles, agricoles et services, augmentant le volume d'investissement, et de production d'un côté, et en absorbant le taux de chômage, et de pauvreté d'un autre côté. Il convient alors de situer la place de la PME algérienne dans un contexte macroéconomique à travers l'analyse de quelques indicateurs vulnérables (Emplois, VA et PIB). Le présent travail présente en effet la contribution de la PME algérienne dans l'économie nationale selon les indicateurs macroéconomiques.

**Mots clés :**

PME algérienne, secteur d'activité, Emploi, valeur ajoutée, Produit intérieur brut.

---

## **Introduction:**

Les PME représentent un élément indispensable à l'intégration et à la diversification économique, ainsi à l'accélération du volume d'investissement, de production et d'emplois. Ce secteur joue un rôle très important en Algérie, dans plusieurs domaines, en consolidant les relations entre les différentes activités industrielles, agricoles et services, augmentant le volume d'investissement, et de production d'un côté, et en absorbant le taux de chômage, et de pauvreté d'un autre côté. Il convient alors dans cet article de situer la place de la PME algérienne dans un contexte macroéconomique à travers l'analyse de quelques indicateurs vulnérables (Emplois, VA et PIB).

### **1. Présentation et classification des PME par nature juridique**

Nous pouvons classer les PME en Algérie sur la base de formes juridiques particulièrement diversifiées. Il s'agit de mettre l'accent sur celles qui constituent le parc privé, qui s'est développé dans un cadre principalement familial, en suite celles dont le capital, ou la majorité du capital appartient à l'Etat, se sont les entreprises qui constituent des entités de droit public (administrations et établissements publics), et celles qui participent au secteur de l'artisanat et des métiers. Le tableau suivant présente la classification des PME en Algérie sur la base de structures juridiques, en se focalisant sur l'année 2012 comme suit :

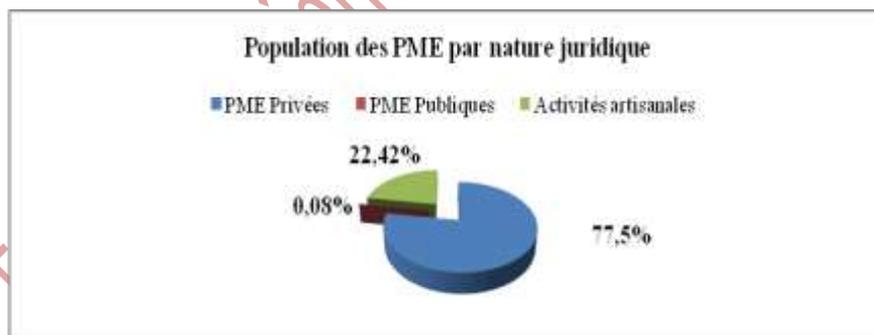
**Tableau (1.) : Population des PME algériennes par nature juridique en [2012]**

Nature des PME		Nombre des PME « Année 2012* »	%
PME privées	Personnes Morales	407 779	59,32%
	Personnes Physiques	124 923	18,17%
PME publiques		561	0,08
Activités artisanales		154 123	22,42
<b>Total</b>		<b>687 386</b>	<b>100</b>

\*Le tableau déclare la population des PME jusqu'à la fin du premier semestre 2012.

**Source :** Bulletin d'information statistique N° 21 du MIPMEPI, [2012].

**Figure (1.) : La population des PME en Algérie par statut juridique**



**Source :** Figure établie à partir du tableau (1.).

Le Ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'Investissement a recensé, au premier semestre 2012 un total de PME de 687 386, dont le nombre des PME privées, toutes tailles confondues, arrivait à 532 702 ; ce qui présente 77,47% de la totalité recensée. Ce parc était composé de 511 856 entreprises en 2011 (tableau 1.). En effet, il a connu une

progression rapide, accéléré, et remarquable, depuis 2001, suivant la même logique constatée durant la période [2008-2009] où le taux d'évolution annuel arrive à +62,67%, soit 7,63 % des personnes morales(Entreprises), ainsi une progression de 55,04%, par rapport aux Personnes physiques (Fonctions libérales). Il enregistre ainsi une évolution de C'est ce qui explique que la PME privée demeure la partie majoritaire dans ce secteur. Le secteur privé justifie à cet effet sa prédominance dans la plupart des secteurs économiques, et son poids dans la scène économique, fournissant la majorité de la production algérienne des biens et des services hors hydrocarbures (MPMEA, [2003]).

Quant au parc public, il est à signaler qu'il ne représente qu'une partie minime de la sphère des PME algérienne. Il a désormais, connu une diminution continue et remarquable. En effet, à la fin du premier semestre 2012, le MIPMEPI a enregistré une participation de 0,08%. Alors qu'on dénombrait 626 entreprises à la fin de 2008, soit 0,12% de la population recensée, outre, elles arrivaient à 0,09 % à la fin de 2009, soit 591 entreprises de 625 069 recensées, en présentant une régression de 5,59 % par rapport à l'année précédente. En outre, elles appariaient avec un taux de 0,16%, en 2007, et 0,31% en 2001.

Cette présence timide des PME publiques exprime la faiblesse de ce parc dans la population globale, elle se traduit désormais, par le recentrage du rôle de l'État facilitateur et

accompagnateur de l'initiative privée, ainsi le processus de privatisation des entreprises publiques engagé dans le cadre de la restructuration et la réorganisation du secteur public dans le cadre de la transformation structurelle de l'économie algérienne. Par ailleurs, l'activité artisanale a connu une progression limpide, qui arrive à 154 123 au premier semestre 2012, après un lot de 169 080 en 2009, soit, 27,05%, avec une évolution de 33,25 % par rapport à l'an précédent. En effet, le nombre des artisans a presque doublé durant la période [2001-2008] ; ce parc arrive à 126 887 en 2008, soit 24,42%, alors que l'on dénombrait à 64677 artisans en 2001, soit 26,37% de la population recensée.

## **1. La participation des PME dans l'activité économique algérienne**

### **2.1. La contribution des PME en matière d'emploi**

**Tableau (2.): Évolution des emplois déclarés par composantes [2005-2009]**

Nature des PME		2005	Evolution 2004/2005 %	2006	Evolution 2005/2006 %	2007	Evolution 2006/2007 %	2008	Evolution 2007/2008 %	Evolution 2005/2008 %	2009	Evolution 2008/2009 %
PME * privées	S	642987	8	708 136	10.13	771037	8,88	841060	9.08	30.80	908 046	7,96
	E**	245842	-	269 806	9.75	293 946	8.95	392013	33.36	59.46	455 398	16,17
PME publiques		76 283	- 6.21	61 661	-19.17	57 146	-7.32	52 786	-7.63	-30.80	51 635	-2,18
Activités artisanales		192744	10.82	213 044	10.53	233 270	9.49	254350	9.04	31.96	341 885	34,42
<b>Total</b>		<b>1 157856</b>	<b>38.09</b>	<b>1 252 707</b>	<b>8.19</b>	<b>1 355 399</b>	<b>8.20</b>	<b>1 540 209</b>	<b>13.63</b>	<b>33.02</b>	<b>1756 964</b>	<b>14,07</b>

\* les emplois de nature : S : salarié et E : employeur. \*\* Ce chiffre regroupe les employeurs des entreprises des PME privées «Personnes morales» et les employeurs des entreprises privées des « fonctions libérales.

**Source :** établi à partir des bulletins d'informations n°8, 10, 12,14, 16 du Ministère de la PME et de l'Artisanat.

**Tableau (3.) : Les emplois déclarés par composantes en [2009] (chiffres et pourcentages)**

Nature des PME		Année 2009	%
PME privées	Salariés	908 046	51,68
	Employeurs *	455 398	25,92
PME publiques		51 635	2,94
Activités artisanales		341 885	19,46
<b>Total</b>		<b>1 756 964</b>	<b>100</b>

\*Ce chiffre regroupe les employeurs des entreprises des PME privées «Personnes morales » et les employeurs des entreprises privées des « fonctions libérales », (soient la somme de 345 902 et 109 496 employeurs).

**Source :** Bulletin d'information statistique N° 16 du Ministère de la PME et de l'Artisanat, [2009].

En dynamique, le secteur des PME constitue un vivier fondamental dans la croissance du tissu économique ; En effet, il a contribué à la réalisation de meilleurs résultats durant la période [1999-2005], en particulier au cours de l'année 2001 avec 102 687<sup>1</sup> emplois nouveaux. Toutefois, une baisse du nombre des postes d'emplois a été franchi durant la période [2002-2003] et expliquée par le gèle des projets d'investissements dans le secteur du Transport et la baisse des avantages fiscaux et parafiscaux liés à l'exploitation de l'investissement. Par contre le nombre de salariés a augmenté durant la période [2003-2005] avec un taux près de 16.42% en raison de l'augmentation du nombre important des petites et moyennes et entreprises.

Les PME sont donc responsables de la grande majorité des emplois créés sur le long terme. En outre, il faut relever la concentration de leurs sources dans le secteur privé, en employant 1233073 emplois (employeurs + salaries) en 2008 et 1363444 à la fin de l'année 2009, avec une évolution marquée par 42.44% durant [2007 - 2008], et qui arrive à 24.13% entre [2008 - 2009], avec 130 371 emplois nouveaux en 2009 (tableau 2.).

En ce qui concerne la configuration de l'emploi dans l'activité artisanale, cette dernière contribue à la création de 254350 postes d'emplois en 2008, et 341 885 en 2009, avec une évolution accélérée remarquable, arrivant à 32% durant [2005 - 2008], et près de 35% entre [2008 et 2009], soit, 87 535 nouveaux emplois (tableau 3.).

<sup>1</sup> Ministère de la PME et de l'Artisanat, [2006].

Cependant, le nombre d'emplois généré par les PME publiques ne cesse de régresser suite à la diminution de leur nombre, (1 151 emplois, soit un taux d'évolution négatif d'environ (- 2.5%) pour la période [2008 - 2009], et 52786 emplois, soit un taux d'évolution aussi, négatif soit près de (-8%) durant [2007-2008] et qui arrive à presque (-31% ) entre [2005 - 2008].

## 2.2. La contribution des PME en matière de Valeur Ajouté et Produit Intérieur Brut

L'économie libéralisée vers laquelle se penche l'Algérie actuellement, a reconnu pour les entreprises privées la place particulière à occuper dans le développement local et national, en particulier à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix avec la privatisation des grandes entreprises Etatiques précédemment restructurées en de nombreuses petites sociétés, ce qui a permis l'émergence du secteur des PME comme un véritable moteur de croissance économique.

Dans ce contexte, les tableaux ci-dessous reflètent la contribution des PME (privées et publiques confondues) dans l'économie nationale à partir d'une photographie de leur l'évolution et parts en termes de valeur Ajoutée et de Produit Intérieur Brut. Par ailleurs le dernier tableau prend en considération juste celles qui appartiennent au parc privé.

**Tableau (4.) : Évolution du PIB par secteur juridique hors hydrocarbures [2004-2008]**

Secteur juridique	2004		2005		2006		2007		2008	
	Valeur *	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Part du Public dans le PIB</b>	598,6	21,8	651,0	21,59	704,05	20,44	749,86	19,2	686,59	16,20
<b>Part du Privé dans le PIB</b>	2146,7	78,2	2364,5	78,41	2740,06	79,56	3153,77	80,8	3551,33	83,80
<b>Total</b>	<b>2745,4</b>	<b>100</b>	<b>3015,5</b>	<b>100</b>	<b>3444,11</b>	<b>100</b>	<b>3903,63</b>	<b>100</b>	<b>4237,92</b>	<b>100</b>

\* : Unité : En Milliards de dinars Algériens.

**Source :** Bulletin d'information statistique N° 16 du Ministère de la PME et de l'Artisanat, [2009].

Selon les données de l'Office National des Statistiques, le secteur privé a contribué au cours de l'année 2004 à concurrence de 48% au PIB (hydrocarbures compris), et 78.2% (hors hydrocarbures), cela présente 2 146.7 M de DA en valeur, (O.N.S, [2006]). En effet, ce parc a connu une progression appréciable de 66.67% durant [1999 – 2004], expliquée par l'évolution du nombre important d'opérateurs privés, notamment via l'adoption de la loi d'orientation sur la promotion de la PME en 2001, de fait qu'elle a été à concurrence de 53,6 % en 1998 (CNES, [2002]). Le tableau ci-dessus exprime la même logique suivie pendant [2004-2008]. Seules les entreprises privées contribuent à la croissance du PIB par une moyenne de 80.8% et 83.8% respectivement en 2007 et 2008. En revanche, le secteur public n'a pas cessé à régresser, en passant de 25.2% en 2000 (O.N.S, [2006]) à 21.8% en 2004, il apparaît ainsi avec 16.2% à la fin de l'année 2008.

La même tendance est désormais remarquée sur les résultats de la Valeur Ajouté au cours de la période [2004-2008]. L'évolution de cet agrégat selon les secteurs d'activités et la nature juridique se présente comme suit :

**Tableau (5.) : Évolution de la valeur ajoutée par secteur d'activité et nature juridique [2004 - 2008]**

Secteurs d'activités	Secteurs Juridiques	2004		2005		2006		2007		2008	
		VA *	%	VA	%	VA	%	VA	%	VA	%
Agriculture	Privé	577,97	99,84	508,78	99,75	577,97	99,84	701,03	99,55	708,17	99,50
	Public	0,94	0,16	1,24	0,24	0,94	0,16	3,16	0,45	3,58	0,50
	Total	578,88	100	510,03	100	578,88	100	704,19	100	711,75	100
BTP	Privé	358,33	78,12	284,09	70,85	358,33	78,12	704,19	80,94	754,02	86,67
	Public	100,34	21,87	116,91	29,15	100,34	21,87	593,09	19,05	115,97	13,33
	Total	458,67	100	401	100	458,67	100	732,71	100	869,99	100
Transport et communication	Privé	349,06	69,27	305,23	74,01	349,06	69,27	657,35	79,19	699,04	79,99
	Public	145,81	30,72	107,2	25,99	145,81	30,72	172,72	20,80	174,82	20,01
	Total	503,87	100	412,43	100	503,87	100	830,07	100	873,86	100
Services fournis aux entreprises	Privé	36,06	71,13	31,08	72,03	36,06	71,13	56,60	78,92	62,23	74,05
	Public	14,62	28,86	12,35	27,97	14,62	28,86	15,11	21,07	21,81	25,95
	Total	50,69	100	44,15	100	50,69	100	71,71	100	84,04	100
Hôtellerie et restauration	Privé	54,5	87	51,52	86,81	54,5	87	71,12	88,07	80,87	88,70
	Public	8,14	13	7,83	13,19	8,14	13	9,63	11,92	10,30	11,30
	Total	62,64	100	59,35	100	62,64	100	80,75	100	91,18	100
Industrie agroalimentaire	Privé	93,5	78,41	86,49	74,96	93,5	78,41	127,98	84,12	136,95	84,69
	Public	25,73	21,58	28,89	25,04	25,73	21,58	24,14	15,87	24,76	15,31
	Total	119,24	100	115,38	100	119,24	100	152,13	100	161,71	100
Cuir et chaussure	Privé	2,23	83,2	2,02	82,11	2,23	83,2	2,08	87,39	2,23	87,08
	Public	0,45	16,8	0,44	17,89	0,45	16,8	0,30	12,6	0,33	12,92
	Total	2,68	100	2,46	100	2,68	100	2,38	100	919,55	100
Commerce et distribution	Privé	567,19	93,43	514,56	93,19	567,19	93,43	776,82	93,25	67,33	93,18
	Public	39,86	6,56	37,61	6,81	39,86	6,56	56,18	6,74	67,33	6,82
	Total	607,05	100	552,17	100	607,05	100	833	100	986,88	100

\* : Unité : En Milliards de dinars Algériens.

**Source :** Bulletin d'information N° 16 du Ministère de la PME et de l'Artisanat, [2009].

**Tableau (6.) : Évolution de la part des PME privées dans le PIB, et la valeur ajoutée [2001-2008]**

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>PIB</b>	<b>Valeur*</b>	1 560,2	1 679,1	1 884,2	2 146,7	2 2 364,5	2 740,06	3 153,7 7	3551, 33
	<b>%</b>	76,4	76,9	77,1	78,2	78,41	79,56	80,80	83,80
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>Valeur*</b>	1 486,8	1 585,3	1 783,7 7	2 038,8 4	2 239,56	2 605,68	2 986,0 7	3399, 53
	<b>%</b>	85,35	84,68	85,06	85,53	85,90	86,63	87,64	88,91

\* : En Milliards de dinars Algériens.

**Source** : Nos calculs à partir des données du Ministère de la PME et de l'Artisanat et de l'ONS, [2009].

En dynamique, les PME privées demeurent majoritaires dans la contribution à la croissance de ces deux agrégats ; Elles participent à l'évolution du PIB, soit 83.8% en 2008, comme l'indique le tableau (4.) en haut, et après avoir représentée uniquement 40 % de la valeur ajoutée<sup>2</sup> totale créée durant les

<sup>2</sup> Dans ce cadre, Kerzabi, et Saidani, [2009], précisent que la contribution des PME privées à la création de la valeur ajoutée a progressé de manière notable depuis le début des années 90 mais leurs activités se caractérisent, dans certains secteurs, par le recul du secteur industriel mais aussi par la prégnance des activités informelles. Ainsi, la régression du secteur industriel est significative du déclin de l'activité productive notamment le secteur manufacturier. Ce repli dont les causes sont

années 1990 (Merzouk. F, [2009]), la part des PME privées recensée arrive, en effet, à 87,64 % et près de 89% respectivement en 2007 et 2008, en passant par 1 486.8 Milliards de DA en 2001 soit, 85.35 %, à 2 239.56 Milliards de DA, soit une moyenne de 85,35% en 2005. Le tableau (5.) confirme la prédominance de ce parc, en particulier dans le secteur de l'Agriculture, en présentant une moyenne près de 99.9% au cours de la période [2004-2008], ainsi celui du Commerce et distribution, soit 93,5% durant la même période d'étude.

### **Conclusion**

Nonobstant son importance croissante, il ne faut pas perdre de vue que la PME Algérienne, en tant que système organisé, sa croissance dépendra de sa capacité à résister aux assauts de cet environnement économique qui la fragilise. Sa survie est une fonction de son aptitude à résister à la concurrence et à intercepter de nouveaux marchés locaux et internationaux, face à des acteurs qui disposent des atouts et des opportunités considérables. Cependant, des obstacles non négligeables peuvent entraver l'atteinte des objectifs visés par ces entités. En effet, elles doivent faire face à de nombreuses contraintes (économiques, financières, administratives et juridiques, etc..), et de réalités sociales limitant ainsi la réalisation de leur rôle primordiale dans la relance de l'appareil de production, ainsi que du processus de l'économie du pays.

---

institutionnelles est compensé par le bâtiment et les travaux publics suivis par les services.

Pour cela, et à l'instar de ses homologues Marocain et Tunisien, l'Algérie, a une forte exigence de s'inscrire dans le cadre de la libéralisation, la globalisation et l'ouverture de l'économie mondiale, qui est actuellement marquée par des mutations profondes, frétilants et complexes qui ont touchés les méthodes d'organisation, de gestion, les systèmes de production et les circuits de distribution, ainsi les pratiques du commerce aux niveaux national et international, à travers l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), et par la signature d'un certain nombre d'arrangements préférentiels et/ou d'accords de zones de libre-échange (ZLE).

L'économie Algérienne a donc franchi un pas très important, qui devait passer par l'instauration d'une économie de marché concurrentielle frappant à la porte de ce contexte national, sous-régional et international, qui permet notamment de viser son intégration progressive à l'économie mondiale, d'offrir à ses industries une grande opportunité d'ancrage dans l'espace économique des pays développés qui représente le plus grand marché du monde ; en faisant face au défi d'ajuster son économie en se dotant d'un tissu intégré d'entreprises compétitives, dans le cadre de l'impératif de mise en place des mesures de développement, de restructuration et de mise à niveau en faveur de ses PME, afin de promouvoir leurs

compétitivité industrielle, à travers la mise en place d'une multitude de programmes de mise à niveau dont certains ont pris fin et d'autres viennent juste d'être lancé.

En effet, il s'agit des programmes suivants : « *le Programme National de l'Amélioration de la compétitivité industrielle* » pour la période janvier 2002 au 31 décembre 2005, « *le Programme d'Appui au Développement des PME(Euro Développement PME) EDPme (MEDA)* » qui a été lancé à partir de 2002 et a pris fin en fin 2007, et « *le Programme d'appui aux PME/PMI et à la maîtrise des technologies d'information et de communication (PME II)*», qui a été mise en place en 2009. En fait, ces derniers visent notamment à encourager la production locale et à promouvoir la compétitivité industrielle de la PME Algérienne, le maintien de sa part de marché interne et la conquête éventuelle du marché extérieur. Ils ont pour objectif de soutenir les dynamiques de restructuration, d'intégration et de croissance industrielles.

## **Bibliographie**

- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2013), «L'entrepreneuriat en Algérie 2011», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2014), «L'entrepreneuriat en Algérie 2012», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed, (2006), « De la gouvernance des PME-PMI, Regards croisés France-Maghreb », L'Harmattan, Paris, 338 pages.
- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Lallement Michel & Madoui Mohamed, (2007), « PME, Emploi et relations sociales, France-Maghreb », L'Harmattan, Paris, 272 pages.
- Bouri. N, (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management.
- Cadieux. L, Raymond. L, et St-Pierre. J, (2012), « Fondateurs, successeurs et repreneurs: Quel impact sur la performance de la PME? », In 10<sup>ème</sup> Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Bordeaux, France.
- Daoud. S, (2013), « Structuration Sectorielle Et Contribution Des Pme Algériennes Au Commerce Extérieur », In Colloque

international : « Évaluation des effets des programmes d'investissement publics [2001-2014] et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique », 11-12 Mars, Sétif, Algérie.

- Elhamma. Azzouz, (2012), « Contrôle de gestion et performance : Cas des PME marocaines », Communication au Colloque internationale « Management des PME et compétitivité territoriale », 22 -23 Mars, ENCG Fès.
- Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses : Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau », Document interne, P 1-3.
- Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 1 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 2 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 4 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 6 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 8 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2004), « Actes Des Assises Nationales de la PME », Imprimerie Officielle, Alger, Janvier.

- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2007), « Commission Européenne, Euro-Développement PME », Rapport final, Décembre.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2009), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 16 ».
- Ministère des Participations et la Promotion des Investissements, (2007), « Stratégie et politiques de relance et de développement industriels », Imprimerie Officielle, Alger.
- Pastre. Olivier, (2012), «Économie d'entreprise», Economica, Paris.